

En 2017, le redémarrage de l'activité économique régionale se propage dans presque tous les secteurs

Michèle Charpentier, Insee

La reprise de l'activité économique, amorcée dès 2015, décolle en 2017, à l'image du PIB français qui progresse de 2,2 %. En Nouvelle-Aquitaine, de plus en plus d'indicateurs économiques sont au vert et retrouvent leur niveau d'avant la crise de 2008, suite à la nouvelle baisse du taux de chômage ou au regain de créations d'entreprises et d'emplois dans l'industrie et la construction.

L'industrie et la construction : nouveaux créateurs d'emplois

En Nouvelle-Aquitaine, l'emploi salarié marchand non agricole retrouve son niveau de croissance annuelle d'avant la crise de 2008 (+ 1,7 %). Cette progression résulte du dynamisme du secteur tertiaire qui perdure en dépit de l'essoufflement de l'intérim, mais aussi du regain d'activité dans l'industrie et la construction. En effet, l'industrie crée des emplois pour la première fois depuis le début des années 2000 et la construction rompt avec la baisse continue de ses effectifs depuis 2008.

Nouvelle baisse du taux de chômage

La baisse du taux de chômage, entamée depuis 2015 de façon modérée, s'accélère en 2017. En recul de 1 point au 4^e trimestre par rapport à 2016, le taux de chômage régional redescend à 8,4 % et reste légèrement au-dessous de celui de la France métropolitaine. Cependant, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi s'accroît (+ 3,1 % après + 0,4 % en 2016). Si celle des seniors continue de croître, le nombre de jeunes demandeurs d'emploi poursuit sa régression. De plus, les nouvelles inscriptions sur les listes de Pôle emploi n'augmentent que légèrement (+ 0,6 %). Par ailleurs, le nombre d'emplois aidés, en contrat unique d'insertion ou emploi d'avenir, continue de croître. Cependant, les nouveaux contrats sont en net recul en 2017 dans la perspective de leur remplacement, à partir de janvier 2018, par un nouveau dispositif, « le parcours emploi compétences ».

Les créations d'entreprises retrouvent la vitalité du début des années 2010

Le rebond des créations d'entreprises, observé en 2016 dans la région, se confirme en 2017. Avec une augmentation de 8 %, le nombre de créations se rapproche du niveau de 2010. Tous les types d'entreprises (sociétés, individuelles « classiques » et micro) bénéficient du même engouement et tous les secteurs sont concernés, y compris l'industrie et la construction. Parallèlement, les défaillances d'entreprises retrouvent leur niveau d'avant crise grâce à des diminutions successives depuis 2015.

L'industrie retrouve des couleurs, les services marchands restent dynamiques

En Nouvelle-Aquitaine, les indicateurs de l'activité industrielle sont au vert. Bien qu'impactée par l'épidémie dans la filière des palmipèdes gras, la production industrielle progresse par rapport à 2016. Les capacités de production sont utilisées à 80 % et la rentabilité d'exploitation s'améliore en 2017. Retrouvant confiance et optimisme pour 2018, davantage de chefs d'entreprises envisagent des investissements.

La dynamique des services marchands ne se dément pas. Si l'accroissement du volant des prestations de services génère des créations d'emplois, les investissements sont en repli dans ces secteurs.

La reprise dans la construction se confirme

La timide reprise de la construction observée en 2016 se confirme en 2017. La production augmente de 5,3 % tant dans les travaux publics que le bâtiment. La rentabilité d'exploitation s'améliore grâce à une légère hausse des marges. Toutefois, les investissements du secteur reculent sur un an.

En 2017, le secteur des locaux non résidentiels est à nouveau en repli en Nouvelle-Aquitaine (- 6 %). En revanche, pour la 3^e année consécutive, les autorisations de construire des logements dans la région augmentent (+ 8 % en 2017).

De plus, le nombre de logements commencés progresse de 11 %. La demande de logements neufs, collectifs ou individuels, reste dynamique et alimente un marché régional de l'immobilier sur lequel les prix de vente augmentent légèrement.

Nouveau repli de l'activité portuaire, une belle année pour le tourisme

En Nouvelle-Aquitaine, le trafic aérien de passagers ne cesse d'augmenter depuis 2010. Avec plus de neuf millions de passagers en 2017, il progresse de 6 % en un an. La fréquentation des vols nationaux, qui transportent plus de la moitié des passagers, est stable alors que celle des vols internationaux se développe (+ 12 %).

La part de passagers voyageant avec des compagnies « low cost » continue de croître. En revanche, comme en 2016, l'activité des ports de la région est touchée par la baisse du tonnage de céréales. Seul le trafic routier de marchandises intrarégional est en augmentation.

En 2017, la fréquentation touristique croît de 2,8 % et passe la barre des 40 millions de nuitées. Elle progresse de 3,3 % dans les campings et de 2,1 % dans les hôtels. Les clientèles, aussi bien française qu'étrangère, confirment leur intérêt pour la Nouvelle-Aquitaine.

L'agriculture durement touchée par de mauvaises conditions climatiques et sanitaires

Après de mauvais résultats en 2016, l'année 2017 est meilleure pour les grandes cultures. En revanche, la viticulture, notamment dans le vignoble aquitain, est touchée par de fortes gelées et la récolte 2017 chute de 42 % par rapport à 2016. Dans le Cognacais, moins impacté, la récolte diminue de 13 % mais le marché à l'export du Cognac reste très dynamique. D'autres récoltes, de fruits et légumes, ont subi de mauvaises conditions climatiques (gel, sécheresse).

Même si le marché de la viande bovine s'améliore un peu, l'année 2017 est difficile pour l'élevage. La filière des palmipèdes gras est de nouveau touchée par la grippe aviaire. Les abattages de porcs et d'ovins sont en baisse et les livraisons de lait, hormis celles de lait de brebis, reculent. ■

L'économie française progresse vivement en 2017

Bruno Patier, Division Synthèse conjoncturelle

La croissance de la zone euro au plus haut depuis 2007

En 2017, l'activité mondiale a accéléré : +3,9 % après +3,3 % en 2016. L'activité continue à reprendre quelques couleurs dans les pays émergents (+6,5 % après +4,9 %) : l'activité chinoise se stabilise mais l'activité se reprend au Brésil et en Russie. Dans les économies avancées, l'activité accélère aussi (+2,3 % après +1,7 % en 2016) essentiellement du fait des États-Unis (+2,3 % après +1,5 %) portée par une reprise de la dépense publique et de l'investissement des entreprises. La croissance britannique se stabilise (+1,8 % après +1,9 %). Dans la zone euro, l'activité accélère vivement : +2,5 % après +1,8 % avec des niveaux de confiance des entrepreneurs à des plus hauts historiques depuis 17 ans. L'accélération de l'activité dans la zone euro est surtout portée par le commerce extérieur avec des exportations très dynamiques (+5,3 % après +3,4 %). L'investissement reste allant, aidé par la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) qui reste accommodante et maintient les taux d'intérêt à un niveau faible. Les disparités de croissance demeurent, l'Italie étant moins dynamique que ses principaux partenaires européens. Au total, le commerce mondial se reprend franchement en 2017, à +5,3 % après +2,0 %.

L'économie française accélère franchement en 2017

En 2017, le PIB français progresse de 2,2 % en volume, après +1,2 % en 2016. Il s'agit de la plus forte croissance depuis 2011 (*graphique 1*).

Le commerce extérieur contribue positivement à la croissance du PIB pour la première fois depuis 2012 (+0,1 point contre -0,5 point en 2016) : en effet, les exportations sont particulièrement vigoureuses (+4,5 % après +1,5 %) tandis que les importations accélèrent moins fortement (+4,0 % après +3,0 %). Les entreprises stockent plus en 2017 (contribuant pour +0,2 point à la croissance annuelle, après -0,4 point en 2016), compensant le ralentissement de la demande intérieure.

En effet, la demande intérieure hors stocks ralentit un peu (contribution de +1,8 point à la croissance du PIB en 2017 contre +2,1 points en 2016), freinée par la consommation (ménages et administrations) dont la contribution au PIB passe à +0,8 point en 2017 après +1,5 point en 2016. Le ralentissement de la consommation des ménages (+1,1 % après +2,0 %) provient en partie de celui de leur pouvoir d'achat (+1,3 % après +1,8 %). Du côté de la demande publique, la consommation collective des administrations publiques marque légèrement le pas (+0,5 % après +0,7 %) mais leur investissement accélère (+1,4 % après +0,2 % en 2016 faisant suite à des replis les années précédentes dont -4,6 % en 2015).

La vigueur de l'investissement contribue fortement à la croissance du PIB

L'investissement accélère nettement en 2017 (+4,5 % après +2,8 % en 2016) jusqu'à dépasser son rythme de 2008. L'investissement des ménages progresse très fortement (+5,6 % après +2,8 %), notamment du fait d'achats immobiliers très dynamiques. Malgré une diminution

des livraisons de matériels militaires, l'investissement public accélère en 2017 (+1,4 % après +0,2 %), porté par les dépenses en bâtiment et en travaux publics. Enfin, l'investissement des entreprises non financières, déjà dynamique en 2016 (+3,4 %), accélère encore en 2017 (+4,1 %). Le taux d'utilisation de leurs capacités de production atteint en fin d'année des niveaux inédits depuis la crise financière de 2008, tout comme l'ensemble des facteurs de tension sur l'offre (difficultés de recrutement et goulots de production).

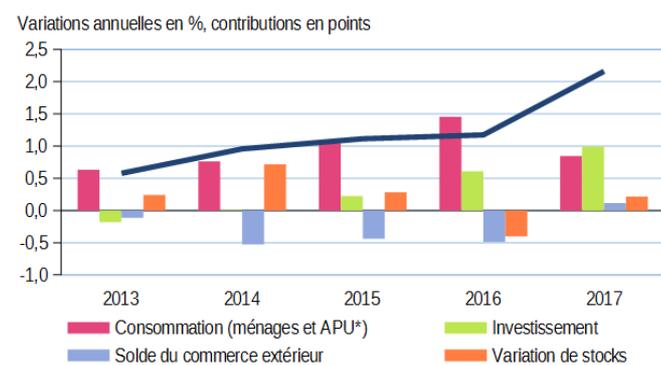
L'accélération de l'emploi a conduit à une baisse d'un point du taux de chômage

L'emploi total accélère : +261 000 sur un an fin 2017, après +251 000 un an auparavant. Il est porté par l'emploi salarié marchand non agricole (+257 000 après +213 000) qui bénéficie de l'accélération de l'activité. Ainsi, le taux de chômage en France entière baisse davantage que l'année passée, passant de 10,0 % fin 2016 à 9,0 % fin 2017.

Le pouvoir d'achat des ménages ralentit du fait de l'inflation

En moyenne annuelle, les prix de la consommation retrouvent une progression significative en 2017 après avoir stagné en 2016 (+1,3 % après -0,1 %), tandis que le revenu disponible des ménages accélère nettement (+2,6 % après +1,7 %), du fait de la vigueur des revenus d'activité et du patrimoine et de la modération des prélèvements obligatoires. L'accélération des prix l'emportant sur celle des revenus, le pouvoir d'achat des ménages ralentit légèrement en 2017 (+1,3 % après +1,8 %, *graphique 2*). ■

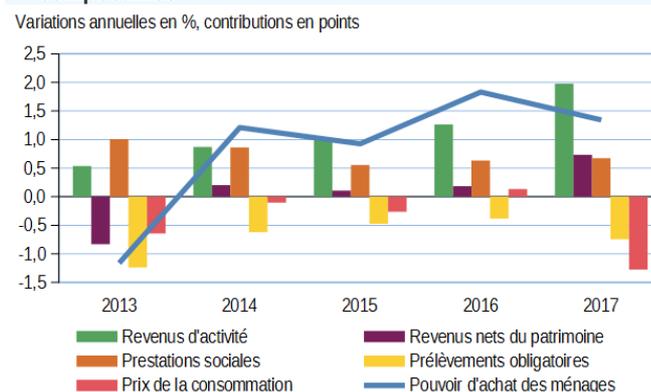
1 Évolution du PIB en volume et contributions à cette évolution



* Administrations publiques.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

2 Évolution du pouvoir d'achat des ménages et de ses composantes



Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.